

« A R A – P L de HAUTE NORMANDIE »

**ASSOCIATION REGIONALE AGREEE DES PROFESSIONS LIBERALES de HAUTE  
NORMANDIE**

**Association déclarée, régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

=====

**REGLEMENT INTERIEUR**

**TITRE I**

**DEFINITIONS**

**Article 1 – Définitions - Obligations**

L'appartenance à l'Association, dans quelque catégorie que ce soit, implique nécessairement sans aucune restriction, ni réserve, l'acceptation des règles édictées par les Statuts et le Règlement Intérieur.

**Article 2 – Modification**

Le règlement intérieur est établi et modifié par le Conseil d'Administration sur proposition du bureau

**TITRE II**

**OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

**Article 3 – Complément à l'objet de l'Association**

- I. Pour exercer l'action définie à l'article 3 des statuts, l'Association peut faire appel à des personnes physiques ou morales, à des Associations, Groupements ou Sociétés spécialisées, en conservant la maîtrise intellectuelle et juridique des travaux confiés.
- II. En matière fiscale, l'assistance à l'Association est fournie par un agent de l'Administration, selon la convention prévue à l'article 1649 quater H du Code Général des Impôts.

#### Article 4 – obligations de l'Association

- 1) L'Association transmet à chaque membre adhérent :
  - La nomenclature comptable des professions libérales ;
  - Les recommandations particulières à la profession exercée par le membre adhérent ;
  - Et, généralement, toutes les informations de nature à lui permettre de développer l'usage de la comptabilité et de faciliter ses obligations administratives et fiscales.
- 2) Elle délivre chaque année aux membres adhérents une attestation indiquant qu'ils ont été adhérents de l'Association pendant toute la durée de l'année ou pendant toute la durée de la période d'imposition si celle-ci est inférieure à l'année civile.

Dans le cas où l'adhésion n'a pas porté sur toute la durée requise, l'Association peut néanmoins délivrer l'attestation en précisant la date d'adhésion et la date à laquelle est intervenue la perte de la qualité d'adhérent. L'Association porte alors, de manière apparente, une mention selon laquelle l'attestation délivrée ne peut, à elle seule, permettre la non application de la majoration de 25% mentionnée à l'article 158-7-1° du Code Général des Impôts.

- 3) L'association dématématise et télétransmet aux services fiscaux, selon la procédure prévue par le système de transfert des données fiscales et comptables, les attestations qu'elle délivre aux adhérents. Il en est de même pour les déclarations de résultats, leurs annexes et autres documents les accompagnant lorsque cette transmission n'a pas été effectuée préalablement, soit par le conseil, soit par l'adhérent.

### **TITRE III**

#### RAPPORTS DE L'ASSOCIATION AVEC LES MEMBRES ADHERENTS

##### Article 5 – Définition des membres adhérents

En application de l'article 4 des Statuts, sont membres adhérents :

- Les membres des professions libérales et les titulaires de charges et offices, imposés à l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices non commerciaux selon le régime de la déclaration contrôlée ;
- Les Sociétés composées de membres des professions libérales ou de titulaires de charges et offices, dont les Associés sont imposés à l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices non commerciaux selon le régime de la déclaration contrôlée.
- Les titulaires de bénéfices non commerciaux non professionnels

## Article 6 – Adhésions

Les membres adhérents donnent leur adhésion en signant un bulletin d'adhésion qui est transmis à l'Association. Si le membre adhérent a recours à un conseil de son choix, il en précise le nom, l'adresse et la qualité.

Ce bulletin comporte également l'engagement de l'adhérent d'accepter les contrôles relatifs à la conformité de la déclaration avec les chiffres résultant de sa comptabilité. Ces contrôles sont diligentés par l'Association.

Si pour l'accomplissement des obligations définies dans les statuts et le règlement intérieur, l'adhérent a recours, totalement ou partiellement, à un membre de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés de son choix, il peut produire en même temps que les documents prévus à l'article 8 du présent règlement une attestation de son Conseil précisant les diligences que celui-ci a effectuées.

A défaut, l'adhérent est considéré comme ayant accompli par lui-même ces diligences.

La présentation de cette attestation, purement informative, ne peut avoir pour effet de dégager l'adhérent, même partiellement de ses obligations vis-à-vis de l'Association, ni de dispenser cette dernière des contrôles de conformité mentionnés au présent article, ainsi que de l'examen de cohérence et de vraisemblance défini à l'article 3 des statuts.

## Article 7 – Cotisation

La cotisation perçue par l'Association est identique pour tous les membres. Elle couvre le contrôle formel et l'examen de cohérence et de vraisemblance.

Si d'éventuelles prestations complémentaires compatibles avec l'objet de l'ARAPL défini dans les statuts s'avèrent nécessaires, elles sont facturées par l'Association en supplément de la cotisation, selon les modalités dont l'adhérent est préalablement informé.

## Article 8 – Engagement des adhérents

Ainsi qu'il est dit à l'article 10 des statuts l'adhésion à l'Association implique :

- L'obligation pour les membres de suivre les recommandations qui leur ont été adressées conformément au décret N° 77 – 1520 du 31 décembre 1977, par les Ordres et Organisations dont ils relèvent en vue d'améliorer la connaissance des revenus de leurs ressortissants ;
- L'obligation de communiquer à l'Association, préalablement à l'envoi au service des impôts de la déclaration prévue à l'article 97 du Code Général des Impôts :
  - Le montant du résultat imposable,

- Le double de la déclaration prévue à l'article 97 du Code Général des Impôts.
- L'ensemble des données utilisées pour la détermination de ce résultat ;
- L'autorisation permanente de communiquer les documents mentionnés aux alinéas précédents à l'agent de l'administration fiscale qui apporte à l'Association son assistance technique .

Conformément à l'instruction du 22/04/09 et en complément de l'article 10 des statuts de l'association

- Le membre adhérent doit informer l'association du partenaire EDI choisi et mandaté pour la télétransmission des déclarations de résultats et de leurs annexes ;
- Le membre adhérent doit signer une convention TDFC (télétransmission des données fiscales et comptables) avec la DGFIP ;
- Le membre adhérent devra transmettre au plus tard 15 jours avant la date limite de dépôt papier, toutes les informations et documents nécessaires à l'association afin que celle-ci puisse accomplir ses missions dans les délais impartis ;

En cas de manquements aux engagements ou obligations sus énoncés, l'adhérent peut encourir un avertissement ou un blâme, et en cas de manquements graves ou répétés, l'adhérent sera exclu de l'Association. Il devra être mis en mesure, avant toute décision d'exclusion, de présenter sa défense sur les faits qui lui sont reprochés, en conformité avec l'article 4 des statuts.

## **TITRE IV**

### **RAPPORTS DE L'ASSOCIATION AVEC LES MEMBRES DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES**

#### **Article 9 – Interventions de l'Association**

Les demandes d'intervention et d'assistance émanant d'un adhérent bénéficiaire sont toujours portées à la connaissance du membre de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés qui a été éventuellement choisi par l'adhérent.